

Pour une transition démocratique, consensuelle, inclusive et rassembleuse...

Quand on fait un retour dans le passé, et que l'on essaye d'étudier étape par étape celles franchies par notre pays, depuis les premières années de l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, on se pose assurément la question suivante : qui aurait pensé un jour que nous allions tomber de Charybde en Scylla, surtout à partir de notre entrée dans le nouveau millénaire ? Qui aurait pensé qu'à une certaine période, ce beau pays, et par la faute des siens, vivrait l'obsession d'être mené «allègrement» droit dans le mur alors qu'il regorge de bonnes potentialités sur les plans humain et matériel ?

Nous pouvons nous poser autant de questions, mais le résultat est là, négatif, et ne demande qu'à être pris en charge sérieusement, à tous les niveaux, par de véritables patriotes qui existent, en nombre suffisant dans ce vaste territoire, d'un peuple jadis connu pour le courage de ses idées et de ses convictions et la franchise et la clairvoyance dans la manière de gérer son devenir... Oui, le pays va contre le mur, et le système ou le pouvoir — c'est selon — et ceux qui le constituent réagissent comme cette vieille dame dans l'adage populaire qui, charriée par le fleuve en crue, vous dit inconsciemment : «Oh! que la fraîcheur est agréable.» Malheureusement, c'est la réalité. Et tous les indicateurs nous dévoilent que le pays vit, hélas, des moments critiques et fait face à une impasse politique, née d'une crise de régime manifeste. Il est également confronté à une réelle perte économique qu'une décennie d'aisance financière, sans précédent, ne lui a pas permis de prévenir et dont une crise énergétique brutale est venue dévoiler l'étendue et l'ampleur. Et c'est le constat de cette situation incompréhensible — n'allons pas plus loin dans les qualificatifs — qui oblige d'aucuns à se poser la question suivante, et d'autres..., certainement. La principale étant : où se trouve la légitimité du pouvoir ? Elle est absente, répondent ceux qui sont au fait de l'actualité, et cette carence déteint sur l'État, en affaiblissant son autorité, son image et sa crédibilité. Elle est absente et prouve, selon les déclarations d'un des leaders de l'opposition, l'incapacité des gouvernants qui ne songent plus qu'à faire montre de leur autorité et de leur irrationalité, alors que «la vacance du pouvoir se poursuit et menace l'État dans toutes ses fonctions et son existence, de même que la panne des institutions constitutionnelles freine le développement politique, économique et social du pays». Dans cette disposition, il relate la crise du système comme «un fardeau pour le peuple dont les dangers menacent la pérennité de la nation». Ce qui donne froid dans le dos à ceux qui aspirent à l'édification d'un État démocratique, un État de droit, selon des standards reconnus dont la citoyenneté efficace, la souveraineté populaire respectable, ou encore la gouvernance moderne. Est-ce ce langage sincère et cette noble ambition de voir l'Algérie se remettre sur ses pieds, qui sont considérés comme une forme de déstabilisation du pays, selon le vacarme de certains «ténors» de la République, en manque d'inspiration ? Cela étant, les autres responsables dans l'opposition et les clairvoyants parmi les citoyens ne sont pas en reste et n'en pensent pas moins de la nécessité de reprendre la situation en main, celle qui va à vau-l'eau, dans un pays qui mérite un bon système et une meilleure gouvernance de par les moyens colossaux qu'il recèle. Tous ceux-là, en

militants convaincus, sont conscients que la situation de l'Algérie, à l'ombre de ses «maîtres à penser», traduit, on ne peut mieux, l'état d'un pouvoir en fin de parcours, ce qui doit l'inciter à accepter, intelligemment, de sérieuses réformes politiques.

Ainsi est établie, clairement, la dérive politique que nous vivons, au moment où les «héralts» du régime font dans le panégyrique, en célébrant une démocratie de façade, dont ils ne connaissent vraiment pas le sens..., et à laquelle ils n'ont peut-être jamais cru.

Alors, cette soi-disant démocratie, entre leurs mains, se soucie moins de l'importance des valeurs qui vont normalement avec les pays et les peuples, c'est-à-dire la liberté, la confiance, les qualités morales, l'éducation, le respect de l'autre, etc. Rien de cela, car notre «démocratie», affirmée par des porte-voix, et à travers les moyens lourds de l'État et certains suppôts de la presse dite indépendante, est loin de ces hautes valeurs, même si on nous rassure que nous sommes un pays de «démocratie et de liberté d'expression», par l'agrément d'une quantité de partis politiques, d'associations et d'ONG, ainsi que d'un bon nombre de médias dans la presse libre, qui œuvrent dans l'aisance et la liberté. La démocratie, Messieurs, n'existe pas en Algérie, et le pouvoir, dont vous êtes les représentants, fait ce que bon lui semble, sans l'avis de personne, encore moins de ces nom-

breuses formations politiques, sociales et culturelles qui foisonnent chez nous pour agré- menter ce «faux décor» d'un pays qu'on sert aux étrangers comme réussite de notre expérience démocratique. Même le Parlement, représentant les élus du peuple dans la «Chambre basse» et la «Chambre haute», n'est qu'une caisse de résonance et d'appro- bation de décisions... Il est, en réalité, des lieux-dits «d'applau- dissements saccadés» de mesures déjà prises «ailleurs» par les décideurs.

La démocratie, la vraie, celle où la souveraineté du système émane du peuple, n'existe pas en Algérie, et nous le consta- tons, malheureusement, au quotidien sur le terrain de la réa- lité. Par contre, la «frelatée», et elle est bien présente, se mani- feste par des effets pervers en plusieurs circonstances, notamment, ces der- niers temps, contre les «impertinents» qui se permettent de «monter au créneau» et qui, sou- vent, sont repoussés effrontément lors des mee- tings et des marches pacifiques, qu'ils essayent d'organiser dans le calme et la discipline. Enfin, cette démocratie, infectée d'insolentes bacté- ries, se manifeste par des interventions de «gouvernants qui usent d'un langage agressif» contre tous ceux qui proposent un projet poli- tique rénovateur et réformateur. C'est dire que nos gouvernants démontrent par-là qu'ils n'ont aucun sens de la mesure et de la responsabi- lité... Quant à la liberté d'expression à travers la presse, eh bien, il y a matière à discuter concer- nant sa gérance par notre pouvoir qui, dans son irrévérence, vous lance ce fameux dicton : «Poussez avec eux...!» Car, quand vous écri- vez «clairement» et parlez «hautement», vous êtes pris pour «ces idiots utiles» qui ne servent que de soupapes de décompression..., et donc, vous ne l'inquiétez aucunement ; pis encore, vous ne l'intéressez nullement. Vous êtes ces «pulsions domestiquées» qui ne peuvent qu'ex- primer la préoccupation et l'inquiétude de quelques gens..., sans plus et sans aucun impact chez les citoyens.

Quelle philosophie pour les tenants du régi- me ! Sans plus en effet, parce que, pour eux, vous êtes en train de braire, pendant qu'ils sont en train de bien faire, et donc..., «repoussez avec eux !» Bien faire... ? Mais comment ? s'in- terrogeant ceux qui, instruits des questions de l'heure qui s'imposent à notre pays — et elles sont nombreuses — vous répliquent que des dossiers pareils ont besoin, surtout, d'une pré- sence efficace du pouvoir politique. Oui, d'un pouvoir qui ne lésine sur aucun moyen pour

prendre en charge les crises et les tensions qui s'accroissent par son refus d'être à l'écoute, par son abandon du dialogue et de la concertation indispensables. Ce qui «soumet à rude épreuve l'intégrité de l'État, la cohésion de la Nation et les équilibres fondamentaux de notre société», selon un communiqué du Pôle des forces du changement, le 20 janvier 2015.

Et c'est dans cette ambiance que les encen- seurs du régime s'excitent pour paraître encore plus attentionnés et plus complaisants avec tous les dossiers d'actualité et qui posent pro- blème. Alors attention à vous, Messieurs de l'opposition, il y a des lignes rouges qu'il ne fau- drait jamais dépasser ! En effet, jamais, car lorsque vous vous ingéniez à refuser et à condamner certaines situations préjudiciables pour le pays, dans le cadre de votre mission essentielle en tant qu'opposition, on criera haro sur le baudet. Les institutions dites républi- caines s'insurgent et vous frappent d'anathème, car elles traitent les «contrevenants» de trom- peurs de l'opinion publique, quand ce n'est pas de détracteurs subversifs, ennemis de l'Algérie. Où sont donc ces positions honorables d'un pouvoir qui, vraiment, veut défendre son pays contre les vrais faiseurs de problèmes qui, selon nous, ne peuvent se loger dans les rangs de l'opposition, mais plutôt dans le cercle des clans antagonistes qui portent sur des intérêts ? En tout cas, il n'y a aucun doute que notre pouvoir est à court d'arguments, et c'est pour cela qu'il va dans «les dérapages verbaux et les excès langagiers» pour conspuer de véritables mili- tants qui veulent voir leur pays retrouver ses couleurs à l'ombre d'une authentique démocra- tie. Ces attitudes ne font que traduire son inca- pacité à juguler de graves problèmes et son affolement quasi permanent devant les quelques crises qui nous révèlent, encore une fois, qu'il est démuné de toute stratégie de ripos- te face aux multiples défis qui s'imposent au pays. C'est dire, en prenant acte de ces ren- gaines insipides, que nous n'avons pas pu pas- ser de l'éphémère au durable, du conjoncturel au structurel, de l'accessoire à l'essentiel et du bricolage au fondamental. Il faut croire que c'est congénital dans le logiciel de base de notre gou- vernance politique et économique. Faudrait-il attendre la fin biologique d'une génération, d'une caste, d'un clan ? Est-ce une fatalité de subir une telle prédation écono- mique et une telle régression sociale et culturelle ? Notre peuple n'a-t-il pas payé le tribut, il y a 53 ans, celui de la révo- lution de Novembre, de même qu'il y a 25 ans — pendant la décennie noire — pour qu'au- jourd'hui, il aille payer on ne sait quel tribut pour s'affranchir et se libérer une fois pour toutes ?

Ah ! qu'il est révolu ce temps où l'Algérie se portait bien. Mais aujourd'hui, que faire pour reprendre notre place et conso- lider notre souveraineté pour laquelle nous avons payé le prix fort ? Une seule réponse : il faut, tout simplement, avoir le courage de dire les mots justes, là où il faut, avec ceux qui doivent se conformer aux valeurs de ce pays et comprendre que le peuple et les chouchous n'accepteraient jamais que l'on se joue de l'avenir de l'Algérie.

Oui, ils n'accepteraient jamais de voir leur pays vivre des moments parmi les plus critiques de son Histoire moderne. Et là, il faut se remettre à l'évidence, celle qui nous démontre qu'à 140 ou à 20 \$ le prix du baril de pétrole, qu'avec ou sans gaz de schiste, nous avons été, nous sommes et serons en crise, car celle-ci n'a rien à voir avec les hydrocarbures puisqu'elle est fondamentalement une crise de gouvernan- ce, affectant lourdement notre modèle de déve- loppement, de croissance, d'accumulation. Ainsi, et par conséquent, notre pays se trouve dans une situation d'incapacité à concevoir, à construire et à conduire un projet de société où tous les Algériens se retrouvent, adhèrent et portent leur futur sans exclusion, sans exclusi- ve, dans un monde ouvert à toutes les opportu- nités et à toutes les menaces. En réalité, pour faire simple, ce n'est pas une crise relative aux

Par Kamel Bouchama, auteur



prix des hydrocarbures qui nous affecte — nous en sommes à la troisième depuis l'indépendan- ce —, mais bien essentiellement une crise de notre modèle du vivre-ensemble.

Alors, pour contenir, voire enrayer cette situation il est urgent de résoudre la crise qui sévit à l'intérieur de notre système. Comment cela ? Eh bien, en arrêtant les étapes et le contenu d'une transition politique pour changer la nature du régime en place, ce régime qui est individuel et autocratique ! Le constat est là, clair, sans ambages. Alors, pour contenir, voire enrayer cette situation il est urgent de résoudre la crise qui sévit à l'intérieur de notre système. Comment cela ? Eh bien, en arrêtant les étapes et le contenu d'une transition politique pour changer la nature du régime en place, ce régime qui est individuel et autocratique ! Le constat est là, clair, sans ambages.

idées et nos convictions concernant les hommes et les événements, parce que nous aimons profondément l'Algérie et nous souhai- tons que des esprits «mal tournés», parmi les hauts dignitaires du régime, ne nous accusent pas de faire dans la déstabilisation du pays... Nous persistons à défendre notre conviction, et nous nous inscrivons en droite ligne, et à juste titre d'ailleurs, avec tous ceux qui s'élèvent et dénoncent des esprits rétrogrades dans ce combat où nous ne devons pas avoir d'ennemi, mais seulement des adversaires politiques et... rien d'autre. Cependant, et quels que soient les artifices de forme utilisés et les effets d'aubaine qu'offrent l'actualité politique et son écume bien éphémère, la société est pleinement consciente de l'identité et de la responsabilité qui génèrent la déstabilisation et fragilisent ses équilibres et sa cohésion. Alors, c'est pour toutes ces raisons que nous réaffirmons que la transition démocra- tique est indispensable, et qu'elle doit s'accom- plir au vu d'une telle gouvernance..., pour le bien de l'Algérie et des Algériens.

K. B.